

**FAD-14**

## **Cadre de financement du FAD-14**

**Document de travail**

---

Première réunion sur la Quatorzième reconstitution des ressources du  
FAD (FAD-14)  
Mars 2016  
Abidjan (Côte d'Ivoire)



**FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**

## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Résumé analytique .....</b>   | <b>1</b>  |
| <b>Abréviations .....</b>  | <b>2</b>  |
| <b>1. Introduction .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>2. Souscriptions des donateurs .....</b>  | <b>3</b>  |
| Partage de charge et déficit technique .....   | 3         |
| Modalités financières proposées .....  | 4         |
| a. Monnaie de souscription et taux de change .....                                   | 5         |
| b. Paiement des souscriptions .....  | 5         |
| c. Encaissement des souscriptions .....  | 5         |
| <b>3. Compensation pour le manque à gagner dû aux dons et à l'IADM .....</b>         | <b>7</b>  |
| Dons .....   | 7         |
| Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) .....                       | 7         |
| <b>4. Ressources générées en interne .....</b>                                       | <b>8</b>  |
| Aperçu de l'autorisation d'engagement anticipé .....                                 | 8         |
| Estimations préliminaires de la CEA pour le FAD-14 .....                             | 8         |
| a. Hypothèses de base pour la CEA du FAD-14 .....                                    | 8         |
| b. Explication du changement du montant de la CEA entre le FAD-13 et le FAD-14 ..... | 9         |
| <b>5. Ressources reportées de reconstitutions antérieures .....</b>                  | <b>10</b> |
| Souscriptions assorties de réserve .....   | 11        |
| Souscriptions tardives .....   | 11        |
| <b>6. Cadre de financement indicatif .....</b>                                       | <b>11</b> |
| <b>7. Conclusion et recommandations .....</b>  | <b>12</b> |

## Liste des graphiques

|   |   |
|---|---|
| Graphique 1 : Évolution du déficit technique du FAD depuis le FAD-10, en pourcentage des reconstitutions..... | 4 |
| Graphique 2 : Évolution de la capacité d'engagement anticipé (en millions d'UC) depuis le FAD-9.....          | 9 |

## Liste des tableaux

|  |    |
|--|----|
| Tableau 1 : Calendriers d'encaissement normal pour le FAD-14 et le FAD-13 .....                              | 6  |
| Tableau 2 : Ressources reportées estimées à intégrer aux ressources du FAD-14 .....                          | 11 |
| (en millions d'UC) .....   | 11 |
| Tableau 3 : Scénarios de financement (en millions d'UC, sauf indication contraire) .....                     | 12 |
| Tableau A-1 : Évolution du calendrier d'encaissement normal du Fonds (% des contributions de donateurs)..... | 13 |
| Tableau B-1 : Calendrier de compensation des dons pour le FAD-14.....  | 14 |

## Liste des annexes

|   |    |
|---|----|
| Annexe I : Renseignements détaillés concernant la méthodologie de détermination du calendrier d'encaissement proposé.....               | 13 |
| Annexe 2 : Montants exigibles au cours du FAD-14 pour la compensation des dons approuvés au cours du FAD-9, du FAD-10 et du FAD-11..... | 15 |
| Annexe 3 : Principales hypothèses pour le modèle de CEA .....   | 15 |

## Résumé analytique

1. Le présent document sur le cadre de financement analyse les principales variables financières qui détermineront le volume ultime des ressources du Fonds pour 2017-2019. Les ressources attendues au titre du FAD-14 sont le montant de la reconstitution (souscriptions des donateurs et déficit technique), les ressources internes du Fonds (fondées sur la capacité d'engagement anticipé), les ressources reportées de reconstitutions antérieures ainsi que, éventuellement, les ressources rendues disponibles à la reconstitution par l'introduction d'instruments de financement innovants.
2. Le niveau de reconstitution devrait refléter exactement le montant que le Fonds sera en mesure d'engager en faveur de nouvelles opérations au cours du cycle du FAD-14. Par conséquent, la Direction recommande de réviser le déficit technique pour le ramener de 11,65 % du niveau de reconstitution pour le FAD-13 à 5 %.
3. Les propositions relatives à la détermination des taux de change du FAD-14 sont faites dans le présent document, en prévision des changements à venir dans le panier du DTS.
4. L'échéancier d'encaissement normal est également présenté, mis à jour pour refléter une analyse des profils de décaissement des prêts et des dons du Fonds. Par ailleurs, et à la lumière de l'environnement de taux d'intérêt négatifs qui entache actuellement certaines grandes monnaies, le mécanisme d'encaissement accéléré sera amendé pour le FAD-14 en vue de continuer à préserver l'intégrité financière du Fonds.
5. Le présent document présente les estimations préliminaires concernant la capacité d'engagement anticipé et analyse ses principaux paramètres déclencheurs.
6. Finalement, il présente trois scénarios de reconstitution prenant en compte la réserve indicative d'opérations et les ressources nécessaires pour aider la Banque à fournir une assistance accrue et ciblée aux pays FAD.

## Abréviations

|       |   |
|-------|---|
| ACE   | Encaissement accéléré   |
| AEA   | Autorisation d'engagement anticipé                            |
| FAsD  | Fonds asiatique de développement                              |
| BAD   | Banque africaine de développement                             |
| CEA   | Capacité d'engagement anticipé                                |
| CEAS  | Différence cumulée de conversion des souscriptions            |
| DTS   | Droit de tirage spécial                                       |
| EONIA | Taux interbancaire européen calculé au jour le jour           |
| FAD   | Fonds africain de développement                               |
| FAT   | Facilité d'appui à la transition                              |
| IADM  | Initiative d'allègement de la dette multilatérale             |
| IDA   | Association internationale de développement                   |
| LIBOR | Taux interbancaire offert à Londres                           |
| FSP   | Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé |
| UC    | Unité de compte   |

## **FAD-14**

### **CADRE DE FINANCEMENT DU FAD-14**

---

## **1. Introduction**

- 1.1. Le présent document présente les sources de financement prévues de la quatrième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14), notamment les souscriptions des donateurs, les ressources générées en interne et les ressources reportées de reconstitutions antérieures. Il passe également en revue les conditions financières de la reconstitution et analyse les principales variables financières qui détermineront l'enveloppe de ressources disponibles aux fins d'engagement au titre du FAD-14.
- 1.2. Après l'introduction, la Section 2 aborde le cadre de partage de charge, le déficit technique et les conditions financières de la reconstitution. La Section 3 présente le cadre de compensation au titre de dons et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) au titre du FAD-14. La Section 4 fournit des estimations préliminaires concernant la capacité d'engagement anticipé. La Section 5 examine les ressources de reconstitutions antérieures qui seront reportées, et la Section 6 présente les scénarios de financement indicatifs.

## **2. Souscriptions des donateurs**

- 2.1 Le Fonds africain de développement n'a pas la capacité d'autofinancer le niveau d'aide nécessaire pour les pays membres régionaux emprunteurs. Les remboursements du principal ont certes continué d'augmenter au cours des années passées, à la faveur du profil des échéances des prêts approuvés et décaissés au cours des cycles de reconstitution antérieurs, mais ils demeurent relativement faibles compte tenu de la taille des reconstitutions récentes.
- 2.2 Le Fonds continue de recourir fortement à l'appui des donateurs qui considèrent le FAD comme la courroie de transmission la plus efficace de l'aide au développement à destination des pays africains les plus vulnérables.

### **Partage de charge et déficit technique**

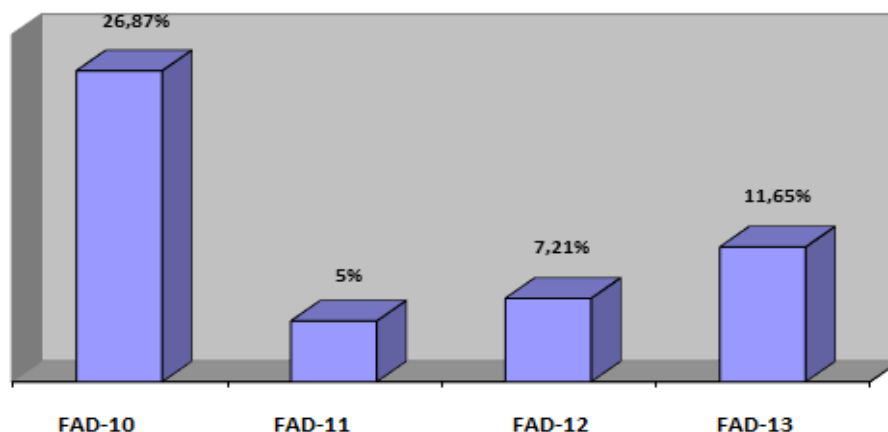
- 2.3 Certains donateurs calculent leur souscription au titre d'une nouvelle reconstitution en multipliant leur part de charge<sup>1</sup> pour la reconstitution précédente par la taille ciblée de la nouvelle reconstitution. En l'absence de la participation de nouveaux donateurs ou de hausses de parts de charge assumées par les donateurs existants par rapport aux reconstitutions passées, cette approche a tendance à perpétuer ou à accentuer le déficit technique du Fonds<sup>2</sup> au fil du temps.
- 2.4 Le cadre de partage de la charge du FAD a été réexaminé en 2007 au cours des négociations du FAD-9 pour veiller à ce que les reconstitutions ciblées soient réalisées. De plus, les plénipotentiaires avaient approuvé au cours des négociations du FAD-11 un déficit technique maximal de 5 %. Ce niveau aurait pour effet de donner aux États participants la flexibilité d'accroître leur charge au cours d'une reconstitution particulière, sans pour autant dépasser le niveau de reconstitution cible. Il permettrait également des souscriptions en hausse ou additionnelles au cours de tout le cycle d'une reconstitution, tout en prenant en compte les souscriptions de nouveaux donateurs. En recalibrant les parts de charge au cours du FAD-11, le Fonds a fortement réduit le déficit technique de cette reconstitution, le ramenant à 5 % par rapport à 27 % pour le FAD-10.

---

<sup>1</sup> La part de charge est le ratio de la souscription d'un donateur au montant cible de la reconstitution.

<sup>2</sup> Le déficit technique est le déficit structurel provenant d'un écart entre le montant de reconstitution cible et les promesses ou les souscriptions effectivement reçues par le Fonds.

**Graphique 1 : Évolution du déficit technique du FAD depuis le FAD-10, en pourcentage des reconstitutions**



- 2.5 Pour le FAD-12, le déficit technique avait été fixé à 7,5 %, un niveau fondé sur l'espoir que les formalités d'adhésion que devaient remplir la Turquie et le Luxembourg seraient menées à terme relativement vite et que ces pays seraient en mesure de souscrire à la reconstitution. Le déficit technique avait également été fixé pour permettre à certains pays qui étaient soumis à des contraintes quant à leurs parts de charge et ne pourraient que augmenter leurs souscriptions pour faire face à un niveau de reconstitution plus élevé. Les formalités d'adhésion de la Turquie et du Luxembourg se sont achevées au cours du FAD-13, mais même si ces pays ont versé leur contribution d'adhésion au FAD, ils n'ont pas promis de ressources pour la reconstitution. Pour le FAD-13, les plénipotentiaires ont approuvé un déficit de 12 % en vue de maximiser les contributions de certains pays qui avaient des difficultés en ce qui concerne leurs parts de charge. En décembre 2015, le déficit technique du FAD-13 s'établissait à 11,65 %.
- 2.6 La Direction considère que le FAD-14 offre une occasion de ramener le déficit technique à 5 %, comme cela avait été le cas pour le FAD-11. Ce déficit technique plus faible se traduira par un niveau de reconstitution relativement conforme au montant effectif qui sera utilisé. L'adoption d'un déficit technique plus faible s'explique également par le fait qu'aucun donateur potentiel n'est actuellement en cours de finalisation de formalités d'adhésion au Fonds, une des raisons fondamentales qui avaient justifié un déficit technique plus grand dans les reconstitutions précédentes.

### **Modalités financières proposées**

#### **a. Monnaie de souscription et taux de change**

- i. **Monnaie de souscription**
- 2.7 Comme cela a été le cas pour les reconstitutions antérieures, les donateurs pourront libeller leurs souscriptions au FAD-14 en droits de tirage spéciaux (DTS)<sup>3</sup>, dans une des monnaies du panier du DTS ou dans leur monnaie nationale, si celle-ci est librement convertible et si le taux d'inflation moyen dans le pays n'a pas dépassé 10 % au cours des dix années précédentes.
- ii. **Risque de change**
- 2.8 Des écarts importants peuvent survenir entre le taux de change fixé pour une reconstitution et le taux pratiqué sur les marchés au moment où un État participant verse effectivement sa souscription, ce qui expose le Fonds à des variations imprévues des ressources de la reconstitution. Pour atténuer le risque de change, au début de chaque reconstitution, le Fonds met de côté une réserve de secours, qui est soustraite des ressources disponibles en vue de

<sup>3</sup> Le DTS est un actif de réserve international créé par le FMI en 1969 pour compléter les réserves officielles de ses pays membres. Sa valeur est actuellement fondée sur un panier de quatre grandes monnaies, et ce panier sera élargi pour recevoir le renminbi chinois (RMB), qui en deviendra la cinquième monnaie dès le 1<sup>er</sup> octobre 2016.

prévenir un surengagement de ressources dû aux variations des taux de change.

### **iii. Détermination des taux de change de la reconstitution**

- 2.9 Trois considérations président à la détermination de la période de référence pour le calcul des taux de change de la reconstitution. En premier lieu, la période de référence devrait donner aux donateurs suffisamment de temps pour décider des montants en monnaie nationale nécessaires pour atteindre leur part de la cible de reconstitution. Deuxièmement, cette période doit être tournée vers l'avenir de façon à prévenir l'utilisation de taux connus. Troisièmement, elle doit être suffisamment longue pour atténuer les effets des variations à court terme des taux de change. Ainsi, la moyenne des taux de change quotidiens sur une période de six mois prenant fin quelques semaines avant la dernière réunion de la reconstitution et la séance d'annonces de souscriptions a été utilisée au cours des cycles précédents pour déterminer les taux de change applicables à ces reconstitutions.
- 2.10 Compte tenu de l'ajout, qui surviendra le 1<sup>er</sup> octobre 2016, du RMB dans le panier du DTS, la Direction propose d'utiliser une période de 6 mois, allant du 3 avril au 3 octobre 2016, comme la période de référence pour la détermination des taux de change de la reconstitution. Les moyennes seront calculées par rapport à un DTS synthétique, qui sera reconstruit par le Fonds pour la période de référence en utilisant les nouveaux montants de devises du panier du DTS révisé tel qu'établi par le FMI le 1<sup>er</sup> octobre 2016. Cette période de référence répond aux critères énoncés dans le paragraphe précédent, tout en reflétant simultanément la performance du DTS révisé par rapport aux autres monnaies de la reconstitution.
- 2.11 Tous les donateurs qui sont en mesure de le faire sont invités à souscrire au FAD-14 en DTS pour protéger davantage les ressources nettes de développement du Fonds et réduire l'impact des variations du taux de change.

#### **b. Paiement des souscriptions**

##### **i. Échéancier**

- 2.12 Comme cela a été le cas pour les reconstitutions passées, les donateurs seront tenus de payer leurs souscriptions selon un échéancier pouvant englober jusqu'à trois versements égaux, de sorte que les souscriptions puissent être engagées au financement de projets ou de programmes en temps voulu au cours du cycle de reconstitution du FAD-14. La Direction propose de maintenir les dates de paiement adoptées pour le FAD-12 et le FAD-13, soit le 15 janvier de chaque année. Cela contribue à atténuer la perturbation des opérations du Fonds en garantissant une capacité d'engagement adéquate en début d'année.
- 2.13 Cependant, et comme lors de reconstitutions antérieures, la Direction reconnaît que certains donateurs peuvent ne pas être en mesure d'observer cette date de paiement, compte tenu des contraintes d'ordre législatif et budgétaire. Dans de tels cas, ils sont invités à étudier avec le Fonds la possibilité d'adopter un autre calendrier de paiement.

##### **ii. Forme des paiements**

- 2.14 Les paiements peuvent être effectués en liquide ou, au choix du donateur, par le dépôt dans le compte de dépositaire désigné du FAD d'un billet (billet à ordre) non négociable et non rémunéré ou d'obligations similaires encaissables à vue par le Fonds.

#### **c. Encaissement des souscriptions**

- 2.15 Les pays donateurs effectuent leurs paiements en billets à ordre, lesquels sont par la suite convertis en argent liquide (encaissés) au fil du temps selon un calendrier d'encaissement normal qui fait en sorte que le Fonds dispose de ressources suffisantes pour répondre aux demandes de décaissements venant de pays bénéficiaires en tout temps. Les participants au FAD peuvent choisir entre un échéancier d'encaissement normal et un échéancier d'encaissement accéléré, qui devrait être équivalent, sur la base de la valeur actualisée, au calendrier d'encaissement normal.

##### **i. Échéancier d'encaissement normal**

- 2.16 L'échéancier d'encaissement normal du FAD-14 sera ajusté pour prendre en compte l'analyse

des modèles de décaissement des prêts et des dons par le Fonds. Le calcul de cet échéancier, qui continue d'être entièrement conforme à la politique de liquidité du Fonds, a pris en compte les hypothèses fondamentales suivantes :

- 1) Les souscriptions des donateurs seront engagées de façon égale au cours des trois années du cycle de reconstitution.
- 2) Les décaissements concernant les projets de développement ordinaires et les opérations programmatiques suivront le profil de décaissement historique observé entre 2002 et 2015.
- 3) Les ressources réservées pour des initiatives spéciales comme la Facilité d'appui à la transition (FAT) ou la Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé (FSP) devraient représenter environ 20 % des contributions des donateurs et être entièrement décaissées sur 3 ans. Ces ressources réservées sont considérées comme des initiatives à décaissement rapide.
- 4) Aux fins de détermination du calendrier d'encaissement, comme il est prévu dans les directives de la politique de liquidité du Fonds, le niveau de liquidité cible au cours d'une année donnée sera fixé à 62,5 % de la moyenne mobile des décaissements nets sur trois ans. Ce niveau cible agit comme un tampon qui permet au Fonds de faire face à la fois à des décaissements plus rapides que prévu et à des manques au plan des encaissements des contributions des donateurs.

2.17 Sur la base de ces hypothèses fondamentales, l'échéancier d'encaissement normal du Fonds proposé pour le FAD-14 est présenté au Tableau 1 et comparé au calendrier d'encaissement approuvé pour le FAD-13. L'Annexe 1 fournit de plus amples renseignements sur les hypothèses et la méthodologie de calcul du calendrier d'encaissement.

**Tableau 1 : Calendriers d'encaissement normal pour le FAD-14 et le FAD-13**

| Année d'encaissement                         | Taux annuel d'encaissement des souscriptions (%) |        |
|--|--|--------|
|  | FAD-14   | FAD-13 |
| 1  | 10,78  | 5,03   |
| 2  | 13,15  | 10,34  |
| 3  | 15,77  | 14,76  |
| 4  | 10,29  | 15,07  |
| 5  | 10,48  | 12,99  |
| 6  | 9,86   | 11,17  |
| 7  | 8,91   | 10,14  |
| 8  | 8,52   | 9,13   |
| 9  | 8,85   | 8,33   |
| 10   | 3,39   | 3,04   |
| <b>Échéance moyenne pondérée (en années)</b> | 4,3  | 4,6    |

2.18 Le rythme d'encaissement légèrement plus rapide reflète la part accrue d'initiatives à décaissement rapide dans les reconstitutions récentes du FAD.

## ii. Cadre d'encaissement accéléré

2.19 Depuis le FAD-9, les donateurs peuvent opter pour l'accélération du rythme d'encaissement de leurs souscriptions en choisissant un calendrier personnalisé. Les ressources provenant du placement de ces fonds reçus en avance sont crédités au compte des donateurs en fonction d'un taux d'actualisation approuvé d'avance. Ces crédits peuvent être utilisés pour

atteindre ou augmenter la part de charge des donateurs, abaisser le déficit technique de la reconstitution, payer pour d'autres engagements à l'égard du Fonds (comme la compensation au titre de dons ou les contributions à l'IADM) ou pour honorer des paiements exigibles sur des reconstitutions antérieures.

- 2.20 Un nouveau cadre d'encaissement accéléré a été mis en place pour le FAD-13, qui permettait au Fonds de couvrir et de réduire considérablement son exposition au risque de taux d'intérêt associé à la mise en œuvre du programme d'encaissement accéléré. Ce nouveau cadre a de fait neutralisé l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt associé au programme tout en lui permettant de recouvrer intégralement les décotes ou crédits d'encaissement accéléré accordés par le Fonds. Pour le FAD-14, le mécanisme d'encaissement accéléré sera amendé pour faire en sorte que le FAD ne s'expose pas à l'environnement de taux négatifs qui entache certaines des grandes monnaies.

### **3. Compensation pour le manque à gagner dû aux dons et à l'IADM**

#### **Dons**

- 3.1 À partir du FAD-9, les donateurs ont approuvé des contributions complémentaires en sus des contributions normales en vue de compenser, sur la base de la comptabilisation au décaissement, la perte de remboursements de capital subie par le Fonds du fait de l'octroi de dons.
- 3.2 Le FAD-14 marquera le début de la compensation pour les dons octroyés au cours du FAD-11. L'Annexe 2 présente les montants de compensation due aux dons, attendus des donateurs au cours du FAD-14, soit en tout 49,55 millions d'UC.

#### **Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)**

- 3.3 Le programme d'indemnisation lié à l'IADM a commencé en 2006 pour faire en sorte que l'allègement consenti dans le cadre de cette initiative n'affecte pas la capacité financière du Fonds. Le manque à gagner dû aux prêts annulés à travers l'IADM est compensé par les donateurs, selon la méthode de comptabilisation par décaissement pour la totalité du montant.
- 3.4 Les coûts associés à l'IADM sont actualisés à chaque fin de reconstitution du FAD et prennent en compte les facteurs suivants :
- Les excédents ou les manques provoqués par le taux de change qui se sont matérialisés au cours de la période de reconstitution ;
  - Les variations du moment où les pays bénéficiaires atteignent le point d'achèvement ;
  - Le montant futur de l'allègement de dette découlant de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés ;
  - Le taux de reconstitution du FAD utilisé pour déterminer les contributions des donateurs en monnaie nationale pour la période de reconstitution à venir.
- 3.5 Le coût associé à l'IADM pour la période du FAD-14 sera déterminé au quatrième trimestre de 2016, et des calendriers révisés des contributions à cette initiative seront transmis aux donateurs d'ici octobre 2016.

## **4. Ressources générées en interne**

- 4.1 L'autorisation d'engagement anticipé (AEA) fixe par estimation le niveau de la capacité d'engagement anticipé (CEA) susceptible d'être générée de façon durable de sources de financement autres que les souscriptions de donateurs, et permet au Fonds de s'engager à octroyer des prêts et des dons sur la base d'entrées futures prévisibles de ressources, notamment les remboursements de prêts, les annulations de prêts et les transferts du revenu net de la BAD. De fait, la CEA s'appuie sur le fait qu'il n'est pas nécessaire que les ressources requises pour le financement de prêts et de dons soient disponibles immédiatement, mais plutôt sur une période de dix ans, pour refléter le profil de décaissement des prêts et des dons du FAD.

### **Aperçu de l'autorisation d'engagement anticipé**

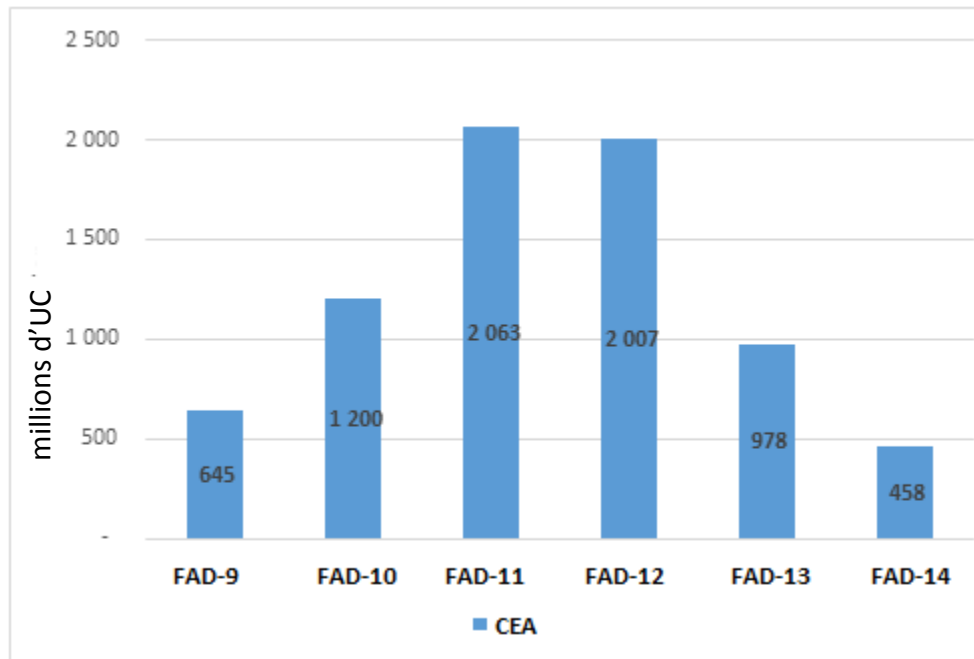
- 4.2 La CEA est fixée pour chaque période de reconstitution, et son niveau est fondé sur un certain nombre d'hypothèses délibérément prudentes (voir l'Annexe 3). Des marges de sécurité ont été intégrées dans le modèle de la CEA pour prendre en compte les décaissements futurs et atténuer le risque de dépassement des limites minimales prudentielles de liquidité, ce qui entraînerait ainsi le surengagement des ressources du Fonds.
- 4.3 Le modèle de l'AEA utilise des hypothèses financières de base pour prédire les entrées futures de ressources et déterminer le niveau de la CEA pour une reconstitution donnée. Ces hypothèses sont les contributions futures de donateurs, les remboursements de prêts, les annulations de prêts, les commissions sur les prêts et les dons, la compensation au titre de l'IADM, les transferts du revenu net et le rendement estimatif des investissements (voir l'Annexe 3). Les changements au plan des paramètres qui surviennent au cours d'une reconstitution ne donnent pas lieu à des modifications immédiates de la capacité d'engagement au cours de cette reconstitution. Par exemple, le rendement des investissements ou les niveaux des annulations de prêts qui s'écartent de ceux qui avaient été prévus au départ pour la détermination d'une CEA ne modifient pas le niveau de l'AEA fixé pour cette période de reconstitution de 3 ans. Le modèle de l'AEA est plutôt recalibré au début de chaque reconstitution pour prendre en compte les écarts entre les flux financiers estimés et effectifs et pour déterminer la CEA pour la reconstitution à venir. Cela écarte à la fois le risque d'engagement excessif et préserve l'intégrité de la CEA fixée antérieurement.

### **Estimations préliminaires de la CEA pour le FAD-14**

#### **d. Hypothèses de base pour la CEA du FAD-14**

- 4.4 Le modèle de l'AEA analyse l'intégrité financière du Fonds sur 50 ans pour déterminer l'impact global des flux financiers sur l'ensemble du cycle de projet, de la signature du prêt au remboursement intégral. Sur la base des hypothèses révisées et en supposant que les contributions des donateurs restent constantes en termes réels par rapport au FAD-13, c'est-à-dire une hausse de 5 % en termes nominaux pour refléter l'augmentation du DTS, l'estimation préliminaire de la CEA pour le FAD-14 est de 458 millions d'UC. Ce montant estimatif continuera d'être actualisé au cours de 2016, en fonction de l'évolution des flux financiers du Fonds et des hypothèses fondamentales.

**Graphique 2 : Évolution de la capacité d'engagement anticipé (en millions d'UC) depuis le FAD-9**



**e. Explication du changement du montant de la CEA entre le FAD-13 et le FAD-14**

4.5 Les facteurs essentiels et les changements d'hypothèses qui expliquent la baisse prévue du montant de la CEA sont les suivants :

- **Ajustement du modèle de la CEA pour garantir une conformité totale avec la politique de liquidité révisée**

Les actifs liquides du Fonds sont actuellement répartis dans trois grands portefeuilles, soit :

- un portefeuille de négociation, qui comprend des actifs de trésorerie qui peuvent être liquidés très rapidement à des fins opérationnelles, pour répondre aux demandes de décaissement ;
- un portefeuille de placements détenus jusqu'à échéance (HTM), qui comprend des actifs de trésorerie qui ne sont pas immédiatement requis à des fins opérationnelles. Ce portefeuille est réinvesti en titres à long terme pour renforcer le rendement.
- Un portefeuille de placements détenus jusqu'à échéance pour l'encaissement accéléré (HTM-ACE), qui a été spécialement créé pour accueillir les ressources provenant des encaissements accélérés et pour correspondre au calendrier d'encaissement normal. Ce portefeuille vise surtout à recouvrer la décote accordée aux États participants et à atténuer le taux d'intérêt associé aux encaissements accélérés.

Le cadre conceptuel du modèle de la CEA est fondé sur l'hypothèse que les actifs de trésorerie étaient tous de la même nature et qu'ils pouvaient être liquidés en tout temps pour faire face aux demandes de décaissement, des hypothèses qui ne reflétaient pas la façon dont la liquidité était effectivement répartie entre les sous-portefeuilles ayant des caractéristiques distinctes.

Au cours de la mise à jour des Directives de gestion actif-passif du Fonds<sup>4</sup>, la politique de liquidité de l'institution a été révisée de façon à exclure spécifiquement de la liquidité admissible, disponible à des fins opérationnelles, à la fois les portefeuilles HTM et HTM-ACE. Par conséquent, pour le FAD-14, le modèle de la CEA a été ajusté pour garantir une conformité totale avec la politique de liquidité révisée et ainsi écarter les risques d'engagement excessif. Jusqu'ici, s'agissant du FAD-14, la liquidité opérationnelle disponible pour les décaissements exclut explicitement maintenant à la fois les portefeuilles HTM et HTM-ACE.

- **Baisse du rendement attendu des placements**

Pour le FAD-14, sur la base des taux à terme et l'encours en baisse du portefeuille HTM, le rendement moyen estimatif de placement de la liquidité du Fonds est de 1,25 %, contre 2,65 % pour le FAD-13.

- **Actualisation des entrées de ressources provenant des compensations au titre de l'IADM et des dons**

Une mise à jour effectuée récemment sur les projections de ces flux financiers a donné lieu à un ajustement à la baisse au cours de la période de projection de la CEA. Par ailleurs, sur la base de la tendance récente des flux financiers liés à l'IADM, d'autres retards quant à la réception de ces flux ont été intégrés dans le modèle.

- **Hausse des dépenses administratives**

Les projections révisées de la CEA sont fondées sur le tout dernier budget approuvé pour 2016-2018, qui fait état d'une hausse de 22 millions d'UC en moyenne par an par rapport au FAD-13. La hausse des dépenses administratives s'explique principalement par les coûts additionnels liés au retour de la Banque à son siège.

4.6 L'Annexe 3 montre l'évolution des principales hypothèses pour le modèle de l'AEA du FAD-10 au FAD-14 et indique que la plupart de ces hypothèses sont devenues, au fil du temps, plus prudentes pour atténuer le risque d'engagement excessif.

## **5. Ressources reportées de reconstitutions antérieures**

- 5.1 Les deux principales sources de ressources reportées sont les souscriptions et les paiements reçus après la fin d'une période de reconstitution, ainsi que des ressources disponibles non engagées au cours du cycle de reconstitution précédent.
- 5.2 Un montant reporté de 377,71 millions d'UC a été affecté au FAD-13, dont 186,11 millions d'UC ont déjà été reçus. Un montant reporté de 375,10 millions d'UC devrait être ajouté aux ressources du FAD-14, dont 308,24 millions d'UC de souscriptions assorties de réserve et 66,86 millions d'UC de souscriptions tardives (Tableau 2).

---

<sup>4</sup> Voir le document ADF/BD/IF/2012/99 intitulé FAD – Mise à jour des directives de gestion actif-passif.

**Tableau 2 : Ressources reportées estimées à intégrer aux ressources du FAD-14  
(en millions d'UC)**

| <b>Ressources reportées :</b>             | <b>Reconstitutions antérieures</b> | <b>FAD-12</b> | <b>FAD-13 (estimation)</b> | <b>TOTAL</b>  |
|---|------------------------------------|---------------|----------------------------|---------------|
| <b>Souscriptions assorties de réserve</b> | 33,01                              | 91,83         | 183,41                     | <b>308,24</b> |
| <b>Souscriptions tardives</b>             | 0                                  | 23,49         | 43,37                      | <b>66,86</b>  |
| <b>Ressources non engagées</b>            | 0                                  | 0             | 0                          | <b>0</b>      |
| <b>Total</b>                              | <b>33,01</b>                       | <b>115,32</b> | <b>226,78</b>              | <b>375,10</b> |

### **Souscriptions assorties de réserve**

- 5.3 Selon les conditions de la reconstitution, les souscriptions des États participants deviennent disponibles aux fins de paiement et d'engagement en trois tranches annuelles égales. Les donateurs dont les paiements doivent être approuvés par l'Assemblée nationale ou le Parlement déposent auprès du Fonds un instrument de souscription assorti de réserve.
- 5.4 Toutes les résolutions du FAD exigent que les souscriptions assorties de réserve soient libres de toute réserve aux dates de paiement précisées dans la reconstitution, mais cela n'a pas toujours été le cas, compte tenu de la situation particulière de chaque participant. Certaines souscriptions au titre du FAD-3 jusqu'au FAD-11 sont toujours assorties de réserve, notamment celles de l'Argentine (7,02 millions d'UC depuis le FAD-III) et des États-Unis (25,99 millions d'UC liés aux montants résiduels provenant de souscriptions au FAD-8, au FAD-9 et au FAD-10). Les souscriptions assorties de réserve à partir du FAD-12 qui devraient être reportées au FAD-14 se chiffrent à 115,32 millions d'UC, notamment la pleine souscription de l'Argentine (9,77 millions d'UC) et celle des États-Unis (82,06 millions d'UC). Les souscriptions assorties de réserve à partir du FAD-13 qui pourraient être reportées au FAD-14 se chiffrent à 183,41 millions d'UC et comprennent le reste de la souscription de l'Espagne (41,99 millions d'UC) et le reste attendu de la souscription des États-Unis (141,42 millions d'UC).

### **Souscriptions tardives**

- 5.5 Le paiement de la souscription tardive du Portugal au FAD-12 devrait commencer en 2016, et une portion substantielle de cette souscription, soit 23,49 millions d'UC, devrait être payée au cours du FAD-14 et du FAD-15. Le Fonds s'attend également à ce que la souscription du Brésil (10,27 millions d'UC) et celle de la Libye (24,53 millions d'UC) soient payées en retard.
- 5.6 Conformément aux pratiques observées au cours des reconstitutions antérieures, les ressources reportées seront ajoutées aux ressources disponibles du FAD-14, administrées et utilisées selon les conditions du FAD-14.

## **6. Cadre de financement indicatif**

- 6.1 Le Tableau 3 présente trois scénarios de financement qui permettraient au Fonds d'atteindre le montant cible du cycle de reconstitution du FAD-14 (voir le document sur les Orientations stratégiques pour le FAD-14). Ces scénarios prennent en compte les ressources potentielles provenant d'instruments de financement innovants, tels que les prêts concessionnels de donateurs et les prêts-relais (voir le document sur les Instruments innovants pour le FAD-14).
- 6.2 Le scénario de base accroît les contributions au FAD-13 de 5 %. Le scénario central accroît les contributions de donateurs de 10 %. Finalement, le scénario haut aurait pour effet d'accroître les souscriptions de 15 %. Sans innovations financières, les deux premiers scénarios donneraient lieu à une enveloppe de reconstitution plus réduite que celle du FAD-13, et le troisième scénario donnerait lieu à un montant de reconstitution légèrement plus élevé. Toutefois, les choses sont très différentes dans le cas où le recours à des instruments

innovants porterait ses fruits. Dans ce cas, le montant du FAD-14 dépasserait celui du FAD-13 de 30 % (scénario de base) et de 54 % (scénario haut).

**Tableau 3 : Scénarios de financement (en millions d'UC, sauf indication contraire)**

| FAD-13                                     |          | Scénarios pour le FAD-14                           |   |  |
|--|----------|--|---|--|
| Sources de financement                     |          |  |   |  |
| Rubrique                                   | Effectif | Scénario de base (hausse des souscriptions de 5 %) | Scénario central (hausse des souscriptions de 10 %) | Scénario haut (hausse des souscriptions de 15 %) |
| CEA  | 976      | 458  | 538   | 616  |
| Souscriptions                              | 3 840    | 4 032  | 4 224   | 4 416  |
| Contributions additionnelles               | 20       | 0  | 0   | 0  |
| Souscriptions initiales                    | 50       | 0  | 0   | 0  |
| Montants reportés                          | 378      | 375  | 375   | 375  |
| Ensemble des ressources                    | 5 264    | 4 865  | 5 136   | 5 407  |
| Ressources additionnelles <sup>5</sup>     | n/a      | 2 000  | 2 500   | 2 700  |
| Total, y compris ressources additionnelles | 5 264    | 6 865  | 7 636   | 8 107  |

## 7. Conclusion et recommandations

- 7.1 Le présent document a passé en revue les sources de financement pour le FAD-14, à savoir les contributions des donateurs, les ressources internes et les montants reportés de reconstitutions antérieures. Il a en outre analysé diverses variables financières qui déterminent la disponibilité de ressources internes, c'est-à-dire les paramètres pris par hypothèse dans le calcul de la CEA. De nouveaux instruments innovants seront mis en œuvre dans la reconstitution à venir, et ils pourraient représenter une source importante de ressources pour le FAD-14.
- 7.2 Les plénipotentiaires sont invités à donner leur point de vue sur les trois scénarios de financement présentés dans le présent document.
- 7.3 Les plénipotentiaires sont également invités à approuver les propositions suivantes :
1. Fixer le déficit technique de la reconstitution à 5 % et recalibrer les parts de charge en conséquence.
  2. Utiliser la période de 6 mois, du 3 avril au 3 octobre 2016, comme période de référence pour la détermination des taux de change applicables à la reconstitution, lesquels seront évalués par rapport à un DTS synthétique prenant en compte la révision de cette unité de compte.
  3. Prendre connaissance du calendrier d'encaissement normal révisé.

<sup>5</sup> Prêts concessionnels et prêts-relais octroyés par les donateurs.

## Annexe I : Renseignements détaillés concernant la méthodologie de détermination du calendrier d'encaissement proposé

1. Au début de chaque reconstitution, le calendrier d'encaissement normal du Fonds est révisé de façon à refléter le profil de décaissement prévu des engagements sous forme de prêts ou de dons, tout en veillant à ce que les ressources liquides du Fonds restent conformes à la politique de liquidité de l'institution.
2. Le Tableau A-1 présente l'évolution du calendrier d'encaissement normal du Fonds depuis le FAD-11 et montre que ce calendrier n'a pas changé pour le FAD-12 et le FAD-13, surtout parce que le profil de décaissement n'avait pas changé.

**Tableau A-1 : Évolution du calendrier d'encaissement normal du Fonds (% des contributions de donateurs)**

| Année                                     | FAD-11      | FAD-12      | FAD-13      |
|---|-------------|-------------|-------------|
| 1   | 3,43        | 5,03        | 5,03        |
| 2   | 7,76        | 10,34       | 10,34       |
| 3   | 12,58       | 14,76       | 14,76       |
| 4   | 14,78       | 15,07       | 15,07       |
| 5   | 14,88       | 12,98       | 12,98       |
| 6   | 13,7        | 11,17       | 11,17       |
| 7   | 11,74       | 10,14       | 10,14       |
| 8   | 9,74        | 9,13        | 9,13        |
| 9   | 8,4         | 8,33        | 8,33        |
| 10  | 3,01        | 3,04        | 3,04        |
| Total                                     | 100         | 100         | 100         |
| <b>Échéance moyenne pondérée (années)</b> | <b>4,88</b> | <b>4,62</b> | <b>4,62</b> |

3. Le profil de décaissement utilisé pour déterminer les calendriers d'encaissement du FAD-12 et du FAD-13 était fondé sur l'hypothèse que les projets à l'appui de réformes représenteraient 19 % de l'ensemble des engagements.
4. L'examen récent du profil de décaissement du Fonds a abouti à deux grands changements :
  - Le premier grand changement au plan de la méthodologie concerne le profil de décaissement des opérations régulières (notamment les projets et les opérations à l'appui de réformes, mais à l'exclusion des ressources affectées aux initiatives spéciales), qui est légèrement plus lent que prévu au début. Le profil de décaissement révisé montre une part plus grande de projets à l'appui de réformes<sup>6</sup>, mais un taux de décaissement plus faible pour les prêts-projets et les prêts pour les opérations à l'appui de réformes.
  - Le deuxième grand changement concerne le fait que depuis le FAD-12, le Fonds affecte les ressources réservées aux initiatives spéciales, telles que le Facilité d'appui à la transition (FAT) et la Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé (FSP). Pour le FAD-14, nous prendrons pour hypothèse que les ressources de ces initiatives à décaissement rapide seront décaissées au cours des 3 années du cycle de reconstitution au cours desquelles elles auront été approuvées.

Le calendrier d'encaissement proposé pour le FAD-14 a une échéance moyenne pondérée de 4,3 ans.

<sup>6</sup> Une part moyenne de 22 % est fixée pour les projets à l'appui de réformes en se fondant sur le fait que ces projets représentaient 22,6 %, 22,4 % et 17,4 % respectivement dans le FAD-11, le FAD-12 et le FAD-13.

## Annexe 2 : Montants exigibles au cours du FAD-14 pour la compensation des dons approuvés au cours du FAD-9, du FAD-10 et du FAD-11

**Tableau B-1 : Calendrier de compensation des dons pour le FAD-14**

f.

| Donateurs      | Compensation des dons (millions d'UC) |              |              |
|----------------|---------------------------------------|--------------|--------------|
|                | 2017                                  | 2018         | 2019         |
| AFRIQUE DU SUD | 0,02                                  | 0,02         | 0,04         |
| ALLEMAGNE      | 1,20                                  | 1,46         | 2,19         |
| ARABIE SAUDITE | 0,06                                  | 0,08         | 0,11         |
| ARGENTINE      | -                                     | -            | -            |
| AUTRICHE       | 0,24                                  | 0,30         | 0,46         |
| BELGIQUE       | 0,26                                  | 0,33         | 0,47         |
| BRÉSIL         | 0,02                                  | 0,02         | 0,03         |
| CANADA         | 0,75                                  | 0,93         | 1,29         |
| CHINE          | 0,27                                  | 0,34         | 0,49         |
| CORÉE          | 0,11                                  | 0,13         | 0,19         |
| DANEMARK       | 0,29                                  | 0,33         | 0,43         |
| ÉGYPTE         | -                                     | -            | -            |
| ESPAGNE        | 0,37                                  | 0,46         | 0,67         |
| ÉTATS-UNIS     | 1,56                                  | 1,89         | 2,50         |
| FINLANDE       | 0,25                                  | 0,31         | 0,47         |
| FRANCE         | 1,43                                  | 1,80         | 2,58         |
| INDE           | 0,03                                  | 0,04         | 0,05         |
| ITALIE         | 0,68                                  | 0,84         | 1,21         |
| JAPON          | 1,23                                  | 1,50         | 2,02         |
| KOWEÏT         | 0,03                                  | 0,03         | 0,05         |
| LUXEMBOURG     | -                                     | -            | -            |
| NORVÈGE        | 0,59                                  | 0,73         | 1,05         |
| PAYS-BAS       | 0,63                                  | 0,79         | 1,16         |
| PORTUGAL       | 0,10                                  | 0,12         | 0,18         |
| ROYAUME-UNI    | 1,14                                  | 1,44         | 2,40         |
| SUÈDE          | 0,67                                  | 0,83         | 1,14         |
| SUISSE         | 0,45                                  | 0,55         | 0,74         |
| TURQUIE        | -                                     | -            | -            |
| <b>Total</b>   | <b>12,36</b>                          | <b>15,28</b> | <b>21,91</b> |

### Annexe 3 : Principales hypothèses pour le modèle de CEA

| Hypothèse   | Description   | FAD-10  | FAD-11   | FAD-12 | FAD-13   | FAD-14   |
|---|---|---|--|--------|--|--|
| Cadre de liquidité du modèle de CEA   | Lorsque le modèle de CEA a été conceptualisé en 2005 au cours du FAD-10, la liquidité éligible du Fonds englobait les portefeuilles HTM. Pour le FAD-13, les portefeuilles HTM faisaient partie des actifs liquides du Fonds. Pour le FAD-14, les portefeuilles HTM et HTM-ACE sont exclus. Seuls les titres arrivant à échéance en feront partie au fur et à mesure.   | Liquidité aux fins de la CEA séparée de la liquidité des donateurs  |  |        | Fusion de la liquidité aux fins de la CEA et de la liquidité des donateurs   |  |
|   |   | 100 % des actifs de trésorerie pris en compte dans la liquidité aux fins de la CEA (aucune distinction entre le portefeuille de négociation et le portefeuille de placement). | Portefeuille de négociation + 100 % du portefeuille HTM et du portefeuille HTM ACE pris en compte dans la liquidité aux fins de la CEA |        | Portefeuille de négociation + 61 % du portefeuille HTM + 100 % du portefeuille HTM-ACE pris en compte dans la liquidité aux fins de la CEA | <b>Portefeuille de négociation + titres arrivant à échéance des portefeuilles HTM et HTM-ACE pris en compte dans la liquidité aux fins de la CEA</b> |
| Niveau prudentiel minimal de la liquidité annuelle aux fins de la CEA   | Pour se conformer à la politique de liquidité du Fonds, le niveau de liquidité est maintenu à un certain pourcentage des décaissements prévus pour les trois prochaines années.   | 100%  | 75%  | 75%    | 75%  | 75%  |
| Niveau prudentiel minimal de la liquidité annuelle utilisé pour la détermination du calendrier d'encaissement |   | 50%   | 50%  | 62,50% | 62,50%   | 62,50%   |
| Calendrier d'encaissement normal  | Le calendrier décennal d'encaissement normal pour le FAD-14 est révisé de façon à prendre en compte le profil des décaissements de prêts mis à jour - en particulier les initiatives à décaissement rapide (Facilité en faveur des États en transition et Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé). De ce fait, l'échéance moyenne pondérée (en années) du calendrier d'encaissement normal a baissé. | 4,9   | 4,9  | 4,6    | 4,6  | 4,3  |

|   |  |            |            |        |        |               |
|---|--|------------|------------|--------|--------|---------------|
| Hausse des contributions des donateurs dans les reconstitutions futures | Pour déterminer la CEA dans le scénario de base, les souscriptions des donateurs aux reconstitutions à venir sont fondées sur des hypothèses prudentes afin qu'elles restent constantes en termes réels. On estime que le montant nominal des contributions des donateurs s'accroît du taux d'inflation cumulé (pour le droit de tirage spécial - DTS) observé au cours de la période de reconstitution précédente. Le même taux d'inflation est utilisé pour estimer les hausses futures des contributions de donateurs.  | 0,00%      | 7,00%      | 4,49%  | 6,84%  | <b>5,00%</b>  |
| Coefficient d'actualisation pour l'encaissement accéléré                | Valeur de 1 UC pour laquelle la VAN encaissée sur 3 ans correspond à la VAN d'un billet assorti d'un calendrier d'encaissement de 10 ans.  | sans objet | sans objet | 95,87% | 95,87% | <b>95,87%</b> |
| Part des dons dans la reconstitution                                    | Le niveau des dons dans la reconstitution est déterminé selon l'analyse de soutenabilité de la dette des PMR. La part des dons au titre du FAD-13 est fondée sur la part des dons observée au cours du FAD-12 ajustée pour refléter les changements probables à l'avenir.  | 44,00%     | 28,40%     | 30,65% | 33,45% | <b>33,45%</b> |
| Montant signé au cours de l'année d'approbation                         | Pourcentage de projets signés/engagés dans l'année où ils ont été approuvés  | 10,00%     | 10,00%     | 15,00% | 15%    | <b>60%</b>    |
| Prêts annulés effectivement reversés dans le pool de liquidité          | Le modèle établit par hypothèse un certain niveau d'annulations annuelles en termes nominaux, en millions d'UC. Au cours du FAD-12, la politique relative aux annulations de prêts a été modifiée, de sorte que seulement 30 % des annulations sont réaffectés dans le pool des actifs liquides, et les 70 % restants au pays concerné. Par conséquent, s'agissant du FAD-13, nous avons retenu l'hypothèse que seulement 30 millions d'UC (30 % des annulations annuelles brutes se chiffrant à 100 millions d'UC) seront reversés dans le pool de liquidité utilisé pour estimer la CEA. La même hypothèse s'appliquera au FAD-14. | n.a        | 100%       | 100%   | 30%    | <b>30%</b>    |
| Coefficient de sensibilité des décaissements                            | Pour prendre en compte les compensations liées aux dons et les annulations de prêts, la réduction des flux de décaissement est maintenue constante à un pourcentage des prêts signés.  | 93,18%     | 93,18%     | 95,18% | 93,60% | <b>95,26%</b> |

|   |   |       |       |        |                                       |   |
|---|---|-------|-------|--------|---------------------------------------|---|
| Pourcentage de la compensation reçue au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) | Hormis les contributions ordinaires, les donateurs sont appelés à faire des contributions additionnelles au cours des reconstitutions futures en vue de couvrir la totalité des coûts liés à l'IADM pour les pays admissibles, sur la base de la comptabilisation au décaissement. Sur la base du taux de recouvrement des coûts liés à l'IADM constaté au fil du temps, le modèle établit par hypothèse un pourcentage des contributions aux fins de compensation des coûts de l'IADM qui seront reçues au cours du FAD-14 et des reconstitutions futures. | 0%    | 84%   | 90%    | 98.3% (y compris un décalage de 7,2%) | <b>88% (y compris un décalage de 10%)</b> |
| Commission d'ouverture sur les dons   | En sus des contributions ordinaires, les donateurs ont convenu de financer la totalité des remboursements de principal perdus à cause des dons à travers des contributions additionnelles au cours des reconstitutions futures, sur la base de la comptabilisation au décaissement. Le manque à gagner en ce qui concerne les commissions est géré à travers la décote quantitative qui s'applique aux dons. The upfront compensation for ADF-14 will be adjusted when the replenishment discount rate will be fixed.                                       | 12%   | 10%   | 15%    | 15%                                   | <b>15%</b>                                |
| Hausse en pourcentage des dépenses administratives  | Ces dépenses sont basées sur le programme budgétaire pertinent approuvé et sont fixés de façon à augmenter annuellement au pourcentage indiqué.   | 3%    | 3%    | 3%     | 3%                                    | <b>3%</b>                                 |
| Transferts de la BAD par an   | Transfert annuel de ressources provenant du revenu net de la BAD, en millions d'UC  | 10    | 20    | 35     | 47                                    | <b>35</b>                                 |
| Coefficient de sensibilité des remboursements   | Pour prendre en compte les remboursements en retard de la part de pays accusant des arriérés à l'égard du Fonds, les flux de remboursement sont maintenus à un pourcentage constant des remboursements de prêts attendus.   | 85%   | 85%   | 90%    | 95%                                   | <b>95%</b>                                |
| Taux de rendement des placements  | Taux de rendement annuel du portefeuille de placements  | 3,42% | 4,45% | 4,50%  | 2,65%                                 | <b>1,23%</b>                              |
| CEA estimative  | Niveau de la CEA découlant du modèle, en millions d'UC  | 1 200 | 2 063 | 20 007 | 976                                   | <b>458</b>                                |

g.